

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6200>

A Kandahar, dans la base sous haute sécurité, d'où opèrent les Mirage français en Afghanistan



- Défense - France -
Date de mise en ligne : samedi 24 novembre 2007

Spyworld Actu

Avec l'aube naissante, la crête des montagnes se dessine, en même temps qu'apparaissent les dizaines d'avions et d'hélicoptères alignés sur la piste. Dans la nuit, seuls le rougeoiement et le vacarme intermittent des réacteurs permettent de vérifier que la grande base de Kandahar, centre nerveux des opérations militaires conduites par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS, sous commandement de l'OTAN) dans le sud de l'Afghanistan, ne s'arrête jamais. C'est à partir de là qu'opèrent, depuis le 26 octobre, les avions de combat français précédemment basés à Douchanbé (Tadjikistan), témoins du rapprochement de la France avec l'Alliance atlantique depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

Quelque 12 000 soldats de l'Alliance atlantique vivent sous haute protection dans leur enclave poussiéreuse de Kandahar ceinturée de dix kilomètres de barbelés. Les démineurs et les patrouilles de sécurité exercent une surveillance permanente, sans pouvoir éliminer quelques tirs de roquettes des talibans. La base vit dans une sorte d'autarcie. Seuls les convois de blindés sortent. Aucune permission de sortie pour la ville de Kandahar, à 15 kilomètres, n'est accordée.

En approche ou au décollage, les avions de combat Mirage des forces françaises, les F-16 des Néerlandais et les Harrier des Britanniques, alternent avec les avions de transport, les gros hélicoptères Chinook ou ceux d'attaque, Blackhawk et Apache. Difficile d'apercevoir le fuselage gris d'un drone Predator, avion sans pilote utilisé pour la reconnaissance ou l'attaque, que les Américains dissimulent aux regards.

Depuis le redéploiement des avions français, leurs pilotes, qui revendiquent près d'un tiers des missions aériennes conduites depuis Kandahar, estiment qu'ils sont aujourd'hui "beaucoup plus efficaces".

Le détachement aérien français est stationné là où il y a deux mois il n'y avait que du sable. Depuis leur arrivée, les six avions Mirage 2000 et F1, qui sont venus renforcer 6 F-16 et 8 Harrier, enchaînent les missions - déterminées par le Centre opérationnel américain (CAOCC) établi à Qatar et qui contrôle le ciel d'Afghanistan - à la demande de la FIAS ou de l'opération "Enduring Freedom" ("Liberté immuable"), sous commandement américain.

L'arrivée des Français, que leurs alliés de l'OTAN accusaient volontiers de faire le service minimum (le bataillon français est basé à Kaboul) et de se tenir prudemment éloignés du Sud où se déroule l'essentiel des combats, a été bien accueillie. "C'est vrai qu'on donnait l'impression d'être scotchés dans la capitale en prenant le minimum de risques", reconnaît un haut responsable militaire. "Notre arrivée s'est remarquablement passée : nous n'avons jamais été aussi bien intégrés dans une coalition", souligne un pilote.

Ce changement de cap, qui s'est également concrétisé par l'envoi d'instructeurs militaires français des OMLT (Operational Mentoring and Liaison Teams) dans le Sud, correspond à une décision politique de Nicolas Sarkozy. Le chef de l'Etat a été convaincu par son conseiller diplomatique Jean-David Levitte et par le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin, qu'un retrait français serait imité par d'autres pays, risquant ainsi de compromettre la mission de l'OTAN en Afghanistan.

Le renforcement du contingent français, a contrario, a été utilisé par les gouvernements qui éprouvent des difficultés politiques à justifier la poursuite de leur implication militaire en Afghanistan, comme le Canada, les Pays-Bas ou l'Italie. Depuis, le commandement de l'OTAN demande à la France de renforcer encore sa contribution militaire dans le Sud. Ce que Paris n'est pas encore prêt à faire s'il s'agit d'envoyer des troupes au sol.

Qu'ils soient français, néerlandais ou britanniques, les pilotes d'avions de combat ont des missions semblables : appui aérien à la demande des troupes au sol engagées contre des éléments talibans, protection des convois de l'ISAF, vols d'observation et de reconnaissance. La plupart du temps, leur action, qui s'étend à l'ensemble du

A Kandahar, dans la base sous haute sécurité, d'où opèrent les Mirage français en Afghanistan

territoire afghan, se résume à un "show of force" : un passage bruyant à basse altitude suffit souvent à obtenir une dispersion des "insurgés".

Parfois, les bombes de 250 ou de 500 kg guidées par laser, emportées par les Mirage ou les F-16, sont lâchées sur l'"ennemi". Les pilotes français, britanniques et néerlandais sont persuadés que les talibans possèdent des missiles sol-air Stinger, bien que ces armes n'aient jamais été utilisées contre leurs avions.

Tous insistent sur les nouvelles règles d'engagement imposées ces derniers mois, à la suite de l'augmentation du nombre de victimes civiles. Non seulement, l'emploi de la force doit être "proportionnée", mais les infrastructures civiles doivent être autant que possible préservées. Une reconnaissance visuelle des cibles doit être effectuée avant de bombarder. Ces précautions ne sont pas dictées que par des soucis humanitaires. "Quand un Afghan a ses enfants tués par un bombardement aérien, cela n'en fera jamais quelqu'un de positif vis-à-vis de l'OTAN", résume le colonel Théo Ten Haaf, commandant du détachement aérien néerlandais.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>